

Comment trouver des
MILLIARDS
pour financer la
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
en Europe ?

Tour d'horizon des options
pour renflouer le prochain
budget européen.

Sommaire

Introduction. Comment dépasser les blocages pour renforcer le budget européen et financer la “neutralité climatique” en Europe ?	3
1. Créer un nouvel emprunt commun	9
2. De nouvelles ressources propres qui appliquent le principe de pollueur-payeur	12
3. Taxe européenne sur les bénéfices de l’industrie fossile	14
4. Politique monétaire : créer un taux vert européen	19
5. Recettes du marché carbone (ETS-1) : utiliser chaque euro pour accélérer la transition énergétique	22
6. Étendre le marché carbone (ETS 1) à l’ensemble des vols au départ (hors EEE)	26
7. Eliminer progressivement les subventions fossiles et néfastes pour l’environnement	28

Comment trouver des milliards pour financer la transition écologique en Europe ?

Tour d'horizon des options de financement à mettre en œuvre à Bruxelles

Nouvel emprunt commun, taux d'intérêt réduits pour les projets verts, taxe européenne sur les bénéfices de l'industrie fossile, meilleure utilisation des recettes du marché carbone, élimination des subventions allouées aux fossiles... Tour d'horizon des options à défendre pour financer la transition en Europe dans la dernière ligne droite de la négociation budgétaire européenne.

Coordination : Caroline François-Marsal, Responsable Europe (Réseau Action Climat)

Remerciements pour les contributions et relectures : Clarisse Murphy (Reclaim Finance), Paul Schreiber (Reclaim Finance), Madeleine Péron (Institut Veblen), Isabelle Laudon (WWF France), Guillaume Bône (WWF-France), Olivier Vardakoulis, (CAN-Europe), Camille Maury (WWF-EPO), Alexis Chailloux (Réseau Action Climat), Alix Mazounie (Réseau Action Climat), Vincent Brossel (Réseau Action Climat)

Introduction. Comment dépasser les blocages pour renforcer le budget européen et financer la “neutralité climatique” en Europe ?

Alors que les négociations du prochain Cadre financier pluriannuel européen (CFP) pourraient se finaliser d’ici la fin 2026 avec des discussions décisives lors des Conseils européens du 15 et 16 octobre et des 17 et 18 décembre, quelles solutions possibles pourraient permettre de sortir de l’impasse et de débloquer de nouveaux financements pour le climat, la nature et la transition juste en Europe ?

Le budget européen est une manne financière cruciale pour la transition écologique. On peut citer le financement de l’électrification avec le Mécanisme pour l’interconnexion européenne, des technologies propres grâce au programme Horizon Europe, de la biodiversité grâce au programme Life, des territoires fragilisés grâce au Fonds de transition juste. Au total 660 milliards d’euros sont dédiés à la transition écologique au niveau européen dans la programmation budgétaire actuelle (2021-2027)¹. Le plan de relance NextGenerationEU mis en place pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19 a permis de doubler les montants publics dédiés au climat et à la biodiversité, grâce à la mise en place pour la première fois dans l’UE d’un emprunt commun avec des montants significatifs dédiés au climat 37% de la Facilité pour la reprise et la résilience). L’UE a mis en place des dispositifs de financements innovants, comme les recettes du marché carbone devant être allouées à l’action climatique et la décarbonation de l’industrie, ou les différents instruments de la Banque européenne d’investissement (BEI).

La situation de sous-investissement dans la lutte contre le réchauffement climatique est chronique et de taille vu les défis qui se présentent à l’Europe. Mario Draghi l’a souligné dans son rapport sur la compétitivité européenne² dans lequel il estime que plus de 300 milliards d’euros par an sont requis pour le secteur de l’énergie et la production d’électricité bas-carbone. L’Agence européenne de l’environnement estime un déficit annuel d’investissement dans la lutte contre le changement climatique de 742 milliards d’euros³ pour mettre en œuvre les objectifs du Pacte vert. L’investissement dans les transformations vertes, bien que chères, coûte moins cher que le financement des coûts induits par l’inaction climatique⁴. Nous en avons été malheureusement témoins cet été, si dévastateur pour les pays européens. En France, les incendies de l’été 2026 auront à eux seuls coûté 500 millions d’euros⁵.

¹ Conseil de l’UE, [Comment l’UE finance-t-elle la transition vers la neutralité climatique](#). 31 janvier 2025

² Mario Draghi, [The Draghi report on EU competitiveness](#), septembre 2024

³ European Environment Agency, [Annual Investment Gap until 2030 to Meet Green Deal Environmental Objectives](#), 2025

⁴ Haut Commissariat à la Stratégie et au Plan, [Les incidences économiques de l’action pour le climat | Haut-commissariat à la stratégie et au plan](#), Mai 2023

⁵ Le Monde, [Le coût des incendies en France évalué à près de 500 millions d’euros, selon France Assureurs](#), 28 août 2026.

Une partie encore substantielle des budgets nationaux, et une moindre partie du budget européen, subventionne les énergies fossiles et des projets néfastes pour la biodiversité.

Dans son rapport sur les progrès climatiques de l'Union européenne, le Conseil scientifique consultatif européen sur le changement climatique (ESABCC) estime que les subventions accordées aux énergies fossiles s'élèvent à environ 50 milliards d'euros par an au niveau européen⁶, principalement issues des budgets nationaux. Au sein du budget européen, des enveloppes servent encore au financement d'infrastructures fossiles qui créent des logiques de verrouillage fossile ("lock-in"). La Politique agricole commune (PAC) finance massivement des projets néfastes pour la biodiversité.

L'Europe dépense encore près de 400 milliards d'euros chaque année pour ses importations de combustibles fossiles. Depuis le début des attaques américaines et israéliennes contre l'Iran en 2026, la facture d'importation de combustibles fossiles de l'UE a bondi de 22 milliards d'euros en seulement 44 jours, a ainsi regretté la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, en mi-avril 2026.⁷

Les négociations à Bruxelles du prochain CFP sont difficiles, pour ne pas dire bloquées. Les pays européens doivent notamment tomber d'accord à l'unanimité sur la création de nouvelles ressources propres pour augmenter les recettes du budget et rembourser l'emprunt contracté pour le plan de relance. Des majorités doivent également être trouvées concernant le fléchage des différentes enveloppes de ce prochain budget que la Commission européenne a proposé de fixer à 2000 milliards d'euros pour la période 2028-2034. Pour le moment, aucun accord n'a été trouvé parmi les pays sur de nouvelles ressources propres. Les pays "frugaux", c'est-à-dire l'Allemagne, le Danemark, l'Autriche, la Finlande, la Suède, les Pays-Bas, ont même appelé à couper de plusieurs centaines de milliards d'euros le budget proposé, tout en appelant à la "modernisation" de l'UE⁸.

Le budget européen prend d'autant plus d'importance que les gouvernements cherchent à réduire les dépenses nationales pour limiter les déficits, dans un contexte d'augmentation des taux d'intérêt⁹. En France, le Fonds vert, l'un des principaux outils de financement de la transition écologique des collectivités, a été divisé par trois depuis sa création, passant de 2,5 milliards annoncés pour 2024 à seulement 850 millions d'euros dans le budget 2026. Cette pression sur l'argent public s'accompagne d'une augmentation du prix de l'essence et du gaz pour les ménages et les entreprises. La France et l'Europe paient très cher leur dépendance aux énergies fossiles : la guerre en Iran avec ses répercussions dans le détroit d'Ormuz, qui s'ajoute à la crise énergétique de 2022 provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, contribue à augmenter les prix de l'essence et du gaz pour les ménages, encore prisonniers des énergies fossiles. Dans le même temps, les industries fossiles engrangent des bénéfices exceptionnels.

⁶ European Scientific Advisory Board on Climate Change. (2024). *Towards EU climate neutrality: Progress, policy gaps and opportunities* ([Assessment report](#)). Publications Office of the European Union.

⁷ [Déclaration de la Présidente von der Leyen](#) sur l'incidence qu'a la situation au Moyen-Orient sur l'Union européenne, le 13 avril 2026

⁸ [Lettre à la présidence européenne](#) du Danemark, Allemagne, Pays Bas, Autriche, Finlande et Suède sur le budget 2028-2034, le 27 août 2026.

⁹ La dette publique dépasse 3 500 milliards d'euros (autour de 117 % du PIB), alourdissant la charge des intérêts qui approche ou dépasse 70 milliards d'euros.

Une étude de T&E estime que huit compagnies pétrolières (Shell, BP, TotalEnergies, Eni, Orlen, Repsol, OMV, Moeve) ont réalisé au moins 7,5 milliards d'euros de profits exceptionnels en Europe au premier semestre 2026¹⁰. La major française TotalEnergies a enregistré au moins 11,4 milliards d'euros de profits au premier semestre 2026, un bilan en hausse de 47% par rapport à la même période par rapport à la même période en 2025¹¹.

Au-delà des solutions proposées qui concernent le Cadre financier pluriannuel, le financement de la transition écologique impose la réorientation de la finance privée.

Différents leviers peuvent être exploités pour changer les pratiques des banques, investisseurs et assureurs européens qui soutiennent toujours massivement les activités les plus polluantes et insuffisamment les solutions¹² (obligation d'adoption et de mise en œuvre de plans de transition, restriction du financement d'activités spécifiques..). Ce faisant, il s'agit de mobiliser une épargne des Européens qui atteignait un total de 39 482 milliards d'euros en 2024¹³ au service de la transition. La politique monétaire européenne n'est pour le moment pas utilisée comme un levier pour faciliter le financement privé des projets de technologie verte et d'électrification.

Le Réseau Action Climat a préparé un tour d'horizon des solutions qui pourraient être mises en place au niveau européen pour contribuer à faciliter le financement de projets qui contribuent à la neutralité climatique et qui protègent la biodiversité dans l'Union européenne.

¹⁰ T&E, Excess [Profits of European Oil Companies During the US-Iran War](#), Août 2026

¹¹ Article Le Figaro. [5,4 milliards de dollars en trois mois : TotalEnergies dévoile un résultat net en forte hausse au deuxième trimestre](#). 23 juillet 2026.

¹² Reclaim Finance, [Banking On Business As Usual - Reclaim Finance](#), 2025

¹³ Commission Européenne, Eurostat, [Households - statistics on financial assets and liabilities Statistics Explained](#) (données actualisées en octobre 2024)

6 solutions à défendre pour débloquer les investissements nécessaires au climat	Ces options sont-elles soutenues politiquement et réalisables ?			
	Soutien de la France ?	Rapport de force favorable au Conseil de l'UE ?	Faisabilité de mise en œuvre ?	Quel impact budgétaire ?
1. Nouvel emprunt commun	 Proposition soutenue par l'Elysée	 Opposition des pays frugaux, décision nécessitant l'unanimité	 Dispositif existant, ne résout pas la question des ressources propres, enjeu de la concurrence entre les priorités de financement	 44,5 milliards d'euros par an (267 milliards d'euros mobilisés sur le climat en 2021-2026, 37% de la Facilité pour la reprise et la résilience).
2. Nouvelles ressources propres pollueur-payeur (ETS, MACF, taxe déchets électroniques)	 Propositions soutenues par le ministre délégué de l'Europe, Benjamin Haddad	 Discussions en cours. Consensus possible sur les recettes MACF, ETS. Décision nécessitant l'unanimité.	 Difficultés potentielles liées à la mise en place du MACF pour percevoir les recettes	 9,1 milliards d'euros par an de recettes pour le climat en appliquant le coefficient vert prévu de 35% pour le prochain CFP aux 26 milliards d'euros de recettes qui seraient générées par les ressources propres pollueur-payeur et versées au budget UE global.
3. Taxe UE sur les bénéfices (exceptionnels) de l'industrie fossile	 Deux ministres (Roland Lescure, Maud Bregeon) ont exprimé un soutien possible d'un mécanisme européen.	 6 pays européens appellent à la mise en place de la taxation des superprofits de l'industrie fossile au niveau européen, en cours. Unanimité ou majorité qualifiée	 Enjeux des contentieux, de la captation des bénéfices réalisés à l'étranger.	 5,9 milliards d'euros par an de recettes pour le climat Estimation minimale en considérant l'application d'une taxation de 33% sur les bénéfices exceptionnels des industries fossiles, vu les super profits générés au 2e trimestre 2026 dans l'UE.

4. Taux différenciés d'emprunt pour les projets de transition énergétique (BCE)	 Proposition soutenue par le gouverneur de la Banque de France et par Emmanuel Macron	 Des soutiens au Parlement européen et au sein de la BCE, mais plusieurs gouverneurs encore opposés.	 Utilisation de l'existant (TLTRO de la BCE), dispositifs semblables à l'international	 10 milliards d'euros par an de prêts refinancés pour des projets verts
5. Utiliser chaque euro des recettes de l'ETS 1 pour accélérer la transition énergétique	 Arbitrages en cours. La France est opposée à la conditionnalité des quotas gratuits, propose le frontloading des recettes du Fonds Innovation.	 Positionnement en cours, décision nécessitant une majorité qualifiée	 Les propositions reposent sur des dispositifs existants	<i>Il ne s'agit pas "d'argent frais" mais de s'assurer de l'allocation de financements existants vers des projets de transition écologique</i> 41,8 milliards d'euros par an de quotas gratuits à utiliser par les industries pour des investissements décarbonés (entre 2021-2030) 600 millions d'euros par an du Fonds Modernisation vers les fossiles à réorienter. 5 milliards d'euros par an (recettes pays) à allouer vers l'action climatique plutôt qu'à la compensation indirects du carbone. 6,1 milliard d'euros par an (sur la période 2036-2040) pour les crédits carbone internationaux à réorienter.
6. Étendre le marché carbone (ETS 1) à l'ensemble des vols au départ (hors EEE)	 Arbitrages en cours. La France s'était opposée à l'extension.	 Positionnements en cours. Décision à la majorité qualifiée.	 Risque de fuite carbone minime, risque de rétorsions géopolitiques	 7 milliards d'euros supplémentaires par an pour les recettes pays
7. Éliminer progressivement les subventions aux énergies fossiles	 La France est favorable à l'application du DNSH sur le prochain CFP mais avec des exceptions	 Accord sur l'application du DNSH au prochain budget avec exemptions, décision à la majorité qualifiée.	 Enjeu d'uniformiser l'application du DNSH dans l'ensemble des enveloppes budgétaires	 2 milliards d'euros par an issus du CFP, et des banques publiques d'investissement UE 50 milliards d'euros par an issus des budgets des pays

1. Créer un nouvel emprunt commun

Indicateurs :

- **Soutien de la France et portage politique** : Proposition soutenue par l'Élysée.
- **Rapport de force au Conseil de l'UE** : Opposition des pays frugaux, décision qui nécessite l'unanimité.
- **Faisabilité de mise en oeuvre** : Dispositif existant, mais ne résout pas la question des ressources propres et l'enjeu de la concurrence des priorités de financement.
- **Impact budgétaire** : 44,5 milliards d'euros par an ou 267 milliards d'euros mobilisés sur le climat entre 2021-2026, 37% de la *Facilité pour la reprise et la résilience*.

De nouvelles "euro-obligations" auraient l'avantage de lever des financements massifs et de permettre la mutualisation du remboursement de la dette, c'est-à-dire de partager le risque à l'échelle de l'Union sans alourdir les dettes nationales, point majeur pour les pays les plus endettés. C'est un dispositif qui avait été créé de manière inédite en 2020 en réaction à la pandémie. Le plan de relance NextGenerationEU a permis une avancée très importante du point de vue climatique car 37% de la *Facilité pour la reprise et la résilience* doit être consacrée au climat.

● **Soutien et portage politique de la France**

La création d'un nouvel emprunt européen est une solution portée par l'Élysée. Dans son discours de la Sorbonne sur l'avenir de l'UE en 2024, Emmanuel Macron a appelé à doubler le budget de l'UE et à autoriser un nouvel emprunt commun pour investir dans la défense, la sécurité et la transition écologique et technologique¹⁴.

● **Rapport de force au Conseil**

L'option des euro-obligations nécessite l'unanimité des 27 au Conseil européen. Dans les défenseurs actifs aux côtés de la France, on trouve le gouvernement espagnol qui a récemment proposé la création d'un emprunt commun pour notamment financer un fonds d'adaptation au réchauffement climatique dans l'UE¹⁵. Dans son rapport sur la compétitivité européenne, Mario Draghi prône un recours massif à de la dette commune pour combler le déficit d'investissement face aux États-Unis et à la Chine.

La création d'un nouvel emprunt commun rencontre cependant l'opposition des "pays frugaux" comme c'était le cas en 2020: Allemagne, Pays-Bas, Autriche, Finlande et Suède estiment que la mutualisation des dettes risquerait d'affaiblir la discipline fiscale et de faire porter à leurs

¹⁴ Emmanuel Macron, [Discours sur l'Europe](#), Palais de l'Élysée (25 avril 2024)

¹⁵ News Energy Weekly, [Spain seeks permanent EU oil and gas levy to finance climate resilience - New Energy Weekly](#), article publié et consulté le 6 septembre 2026

contribuables les risques des politiques budgétaires d'autres États. Ces pays ont réaffirmé leur opposition à tout nouvel emprunt commun dans une lettre du 21 août 2026¹⁶ adressé au ministre irlandais des Finances.

Le Danemark¹⁷ ainsi que les pays du bloc de l'Est (Pologne, Estonie¹⁸) se sont montrés légèrement plus ouverts à des instruments de dette commune, uniquement si ces derniers visaient à financer la défense en raison de la menace directe représentée par la Russie sur leurs territoires.

Etats-membres favorables à un nouvel emprunt commun	Etats-membres favorables à un emprunt commun pour la défense ou indécis	Etats-membres contre un nouvel emprunt commun
France Espagne Grèce Italie Portugal Belgique	Danemark Pologne Lettonie Pays-Bas, Estonie Finlande Lituanie Bulgarie Chypre Croatie Hongrie Irlande Malte Tchéquie Roumanie Slovaquie Slovénie	Allemagne, Autriche, Suède Luxembourg

Faisabilité de mise en œuvre

En juillet 2020, les pays européens ont trouvé un accord à l'unanimité pour créer un emprunt commun qui finance le volet subvention du plan de relance NextGenerationEU. Alors que les économies européennes étaient paralysées par la pandémie, la France et les pays du Sud (Grèce, Espagne Italie) ont demandé une mutualisation de la dette européenne par la création d'obligations européennes pour éviter que les économies européennes ne s'effondrent. Au départ opposée, mais inquiète pour la stabilité de la zone euro et pour le marché unique dont dépend son industrie, la chancelière allemande Angela Merkel a décidé de faire alliance avec la France et les pays du Sud. Le 18 mai 2020, le couple franco-allemand a proposé un plan de 500 milliards d'euros empruntés directement par l'UE sur les marchés financiers, redistribués sous forme de subventions aux pays européens. Du 17 au 21 juillet 2020, les 27 dirigeants se sont réunis à Bruxelles pour un Sommet européen extraordinaire et ont acté la création de cet emprunt commun. En échange d'accepter cet emprunt, les pays frugaux ont obtenu des rabais sur leurs contributions au budget de l'Union européenne.

¹⁶ [Lettre à la présidence européenne](#) du Danemark, Allemagne, Pays Bas, Autriche, Finlande et Suède sur le budget 2028-2034, le 21 août 2026.

¹⁷ Chiara Malaponti, « [Borrowed time: How defence spending can bridge the EU's fiscal divide](#) », European Council on Foreign Relations (ECFR), 4 février 2025.

¹⁸ [Kaja Kallas proposes €100 billion Eurobond issue to bolster defense sector](#) », 19 février 2024.

L'emprunt commun pose la question non résolue à date de son remboursement et donc de l'augmentation du budget communautaire par la création de nouvelles ressources propres. A partir de 2028, l'UE devra commencer à rembourser la partie subventions de NextGenerationEU, qui s'étale jusqu'en 2058. En comptant les intérêts de la dette, la facture globale est estimée à entre 580 et 700 milliards d'euros étalés sur 30 ans¹⁹. Les gouvernements européens n'ont toujours pas trouvé d'accord à l'unanimité sur de nouvelles ressources propres pour couvrir ces dépenses.

Par ailleurs, s'il était acté, un nouvel emprunt commun pourrait poser la question de la concurrence entre les priorités de financement, notamment vis-à-vis de la défense. Un emprunt commun a été créé en 2022 spécialement pour financer le réarmement de l'Europe, il s'agit de SAFE avec une capacité d'emprunt de 150 milliards d'euros.

Impact budgétaire : 44,5 milliards d'euros par an pendant six ans

Si un nouvel emprunt commun à l'image de celui créé en 2020 était acté, cela pourrait générer un choc massif d'investissement dans la transition énergétique et juste et la protection de la biodiversité en Europe.

Lors de la création du plan de relance de 2020, 37% de la *Facilité pour la reprise et la résilience* soit 267 milliards d'euros levés ont été utilisés pour financer le climat sur la période 2021-2026. Cela revient à des investissements de 44,5 milliards d'euros par an pour le climat en Europe, des montants significatifs.

¹⁹ Institut de recherche Bruegel, [What will it cost the European Union to pay its economic recovery debt?](#), 2023

2. De nouvelles ressources propres qui appliquent le principe de pollueur-payeur

Indicateurs :

- **Soutien de la France et portage politique** : Propositions soutenues par le ministre délégué de l'Europe, Benjamin Haddad
- **Rapport de force au Conseil UE** : Consensus sur les recettes Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) et du marché carbone (ETS), unanimité
- **Facilité de mise en œuvre** : Difficultés potentielles liées à la mise en place du MACF.
- **Impact budgétaire** : environ 9,1 milliards d'euros par an de recettes pour le Climat, en appliquant le coefficient vert prévu de 35% pour le prochain CFP aux 26 milliards d'euros de recettes qui seraient générées par les ressources propres pollueur-payeur et versées au budget européen.

Dans sa proposition budgétaire de juillet 2025, la Commission européenne a proposé la création d'une série de nouvelles ressources propres pour augmenter le volume du budget européen et permettre le remboursement du plan de relance (partie subventions) NextGenerationEU qui doit commencer en 2028 et s'étaler jusqu'en 2058. Ce montant à rembourser pourrait s'élever jusqu'à entre 580 et 700 milliards d'euros, étalé sur 30 ans en comptant le remboursement des taux d'intérêt ajustés à l'inflation.

Les ressources proposées par la Commission européenne permettraient de générer environ 58,2 milliards d'euros par an. Parmi les recettes proposées seulement une partie applique le principe du pollueur-payeur : à savoir ETS, MACF et la taxe sur les déchets électroniques. Une moitié de l'ensemble des recettes servirait au remboursement du plan de relance et l'autre aux dépenses supplémentaires nécessaires pour répondre aux priorités politiques de l'UE (défense, technologies propres, numérique). Les nouvelles recettes proposées :

- 9,6 milliards d'euros provenant d'une partie des recettes (30%) du marché carbone (ETS)
- 1,4 milliard d'euros issus des recettes de la nouvelle taxe carbone aux frontières (MACF) qui s'applique depuis janvier 2026
- 15 milliards d'euros par an issus d'une nouvelle taxe sur les déchets électroniques
- 11,2 milliards issus d'une nouvelle taxe sur la consommation de tabac
- 6,8 milliards d'euros issus d'une nouvelle taxe sur le chiffre d'affaires des grandes entreprises (CORE).

● **Soutien de la France et portage politique**

En France, le gouvernement représenté par le ministre Benjamin Haddad au sein du Conseil des affaires générales, s'est exprimé à plusieurs reprises en faveur de la création de nouvelles ressources propres dont celles qui appliquent le principe du pollueur-payeur et en soutien des propositions de la Commission européenne. Le gouvernement a annoncé qu'il soumettra des propositions supplémentaires de recettes aux pays européens et à la Commission. Cependant,

lors du dernier Conseil des affaires générales le 3 septembre le ministre a fait évoluer sa position et appelle désormais à « moduler les assiettes et les paramètres » des propositions existantes, dont le MACF.

Les nouvelles ressources propres qui concernent le domaine souverain de la fiscalité doivent être approuvées par les parlements nationaux des pays de l'UE (ratification), c'est le cas en France. Un récent rapport d'information rédigé par le sénateur Jean-Marie Mizzon (UDI) soutient les propositions faites par la Commission européenne et propose des ressources supplémentaires (hors pollueur-payeur), à savoir une taxe sur les services numériques, une taxe sur les crypto-actifs et sur les jeux d'argent en ligne²⁰.

Rapport de force au Conseil

Au Conseil de l'UE (Affaires générales, Conseil européen), il semble qu'il y ait consensus entre les pays pour l'utilisation des nouvelles recettes générées par l'ETS et à la mise en place du MACF²¹.

Faisabilité de mise en oeuvre

La perception des recettes liées au MACF peut poser des enjeux de mise en œuvre, notamment liés à la capacité de tracer les émissions réelles et au risque de fraude. Un calcul exact du contenu carbone des produits importés (acier, aluminium, engrais, ciment, électricité) doit être réalisé reposant sur des données vraies qui sont fournies par des usines situées hors de l'UE. Cela peut constituer des difficultés pour les autorités douanières. Quant à l'ETS, il s'agit d'un mécanisme déjà en place.

Impact budgétaire: 9,1 milliards d'euros par an de recettes pour le climat

Les ressources propres alimentent le budget de l'UE de manière non discriminée. Donc l'utilisation des revenus de ces ressources pourra financer le climat mais aussi la défense, la compétitivité, etc. En considérant que la proposition de la Commission européenne de flécher 35% du prochain budget pluriannuel aux objectifs environnementaux, soit validée au Conseil et au Parlement, on obtiendrait donc 9,1 milliards d'euros alloués aux objectifs environnementaux grâce à ces recettes supplémentaires.

²⁰ Sénat, Rapport d'information n° 888 (2025-2026), Le nouveau système de ressources propres de l'Union européenne, déposé le 9 juillet 2026

²¹ Les autres propositions de la Commission européenne rencontrent des oppositions, en particulier CORE sur le chiffre d'affaires des grandes entreprises.

3. Taxe européenne sur les bénéfices de l'industrie fossile

Indicateurs :

- **Soutien de la France et portage politique** : Les ministres Maud Bregeon (énergie) et Roland Lescure (Finances) ont déclaré que la France pourrait soutenir un mécanisme européen.
- **Rapport de force au Conseil UE** : 6 pays européens appellent à la mise en place de la taxation des superprofits de l'industrie fossile au niveau européen.
- **Faisabilité de la mise en oeuvre** : Enjeux des batailles juridiques et de la captation des bénéfices réalisés à l'étranger
- **Impact budgétaire** : Environ 5,9 milliards d'euros par an, estimation minimale en considérant l'application d'une taxation de 33% sur les bénéfices exceptionnels des industries fossiles, vu les super profits générés au 2e trimestre 2026 dans l'UE.

Depuis le déclenchement du conflit en Iran le 28 février 2026 par les Etats-Unis et Israël, le baril de Brent a franchi à plusieurs reprises le seuil des 100\$ et la fermeture du détroit d'Ormuz a bloqué près de 20 % de l'offre mondiale. Cette nouvelle crise des prix de l'énergie frappe de nouveau les pays européens à cause de leur dépendance aux combustibles fossiles. En 2022, dans une situation similaire, provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'UE a introduit un mécanisme de taxation des bénéfices exceptionnels des énergéticiens, y compris industrie fossile. Il s'agit de la "contribution de solidarité temporaire" qui a visé à capter une partie des profits exceptionnels liés à la crise énergétique. Cette contribution s'inscrivait dans un cadre commun européen laissant aux États membres une marge de mise en œuvre. Le dispositif ciblait les entreprises réalisant au moins 75% de leur chiffre d'affaires dans les secteurs du pétrole, du gaz, du charbon ou du raffinage. Ont été considérés comme exceptionnels les bénéfices dépassant plus de 20 % de la moyenne des profits réalisés au cours des quatre années précédentes (en pratique, la période 2018-2021). Les États membres devaient appliquer un prélèvement d'au moins 33 % sur ces profits excédentaires²².

Le conflit au Moyen-Orient provoque une situation comparable. Une étude de T&E estime que huit compagnies pétrolières (Shell, BP, TotalEnergies, Eni, Orlen, Repsol, OMV, Moeve) ont réalisé au moins 7,5 milliards d'euros de profits exceptionnels en Europe au premier semestre 2026 selon une étude d'août 2026²³. La major française TotalEnergies a enregistré au moins 11,4 milliard d'euros de profits au premier semestre 2026, une hausse de 47% par rapport à la même période en 2025²⁴. En 2022, 48% des superprofits de TotalEnergies ont servi à investir dans le pétrole et le gaz, 39% dans la rémunération des dividendes, et 1% dans les investissements bas-

²² Réseau Action Climat, [Taxer les superprofits des industries fossiles - un moyen équitable pour financer la transition écologique](#). Août 2026.

²³ T&E, Excess [Profits of European Oil Companies During the US-Iran War](#), Août 2026

²⁴ Article Le Figaro. [5,4 milliards de dollars en trois mois : TotalEnergies dévoile un résultat net en forte hausse au deuxième trimestre](#). 23 juillet 2026.

carbone. Cette répartition montre bien l'utilité d'un mécanisme de prélèvement et de redistribution²⁵.

Dans ce contexte, la question de réintroduire un mécanisme de prélèvement se pose, qui devrait dépasser les problèmes posés par celui de 2022.

🟡 Soutien de la France et portage politique

A ce stade, la France ne s'est pas jointe aux six autres pays européens qui appellent à l'introduction d'un mécanisme, malgré des déclarations de plusieurs membres du gouvernement qui semblent aller dans le sens d'une initiative européenne. La ministre déléguée à l'Energie Maud Bregeon a déclaré que la France pourrait soutenir un dispositif de taxation européen sur les bénéfices exceptionnels des industries fossiles²⁶. Roland Lescure, le ministre des Finances, a estimé qu'il était plus pertinent de traiter le sujet du raffinage au niveau européen mais doutant de la pertinence d'une taxe nationale reversée à Bruxelles²⁷. Certains représentants du parti de la majorité présidentielle (l'eurodéputé Pascal Canfin) se sont exprimés en sa faveur²⁸.

Le PDG de TotalEnergies s'est exprimé contre la mise en place d'une taxe sur les bénéfices exceptionnels au motif que le plafonnement à 1,99 €/L dans les stations françaises et la taxation des superprofits seraient incompatibles. Ce plafonnement pratiqué depuis cinq mois aurait coûté selon Patrick Pouyanné « entre 250 et 300 millions d'euros » à TotalEnergies, tandis que le bénéfice du groupe a doublé au premier semestre pour atteindre 11,2 milliards d'euros²⁹.

70% des Français soutiennent cette proposition³⁰.

🟡 Rapport de force au Conseil

Six pays soutiennent explicitement la mise en place d'un mécanisme de prélèvement des superprofits. Début avril 2026 (à la Commission européenne) puis le 27 août 2026 (au ministre irlandais des Finances qui détient la présidence du conseil de l'UE jusqu'à fin décembre), les ministres des Finances allemand, italien, autrichien, polonais, portugais et espagnol ont écrit une lettre appelant à mettre à l'agenda des discussions de l'ECOFIN la création d'une taxe européenne sur les bénéfices exceptionnels des industries fossiles en Europe.

Des initiatives voient également le jour au niveau national. Le 15 septembre 2026, le premier ministre polonais Donald Tusk a annoncé qu'il allait réintroduire une taxe sur les superprofits des compagnies pétrolières pour financer la baisse des prix du carburant. Cette taxe appliquerait un prélèvement de 60% sur les revenus exceptionnels générés par les compagnies pétrolières

²⁵ Agence européenne de l'énergie. [Distribution of cash spending by the oil and gas industry, 2008-2022](#). 22 mai 2023.

²⁶ Interview France Info de Maud Bregeon, porte-parole du gouvernement, ministre déléguée chargée de l'Énergie, [Carburants, "règle d'or", budget... Le "8h30 franceinfo" de Maud Bregeon](#), 23 septembre 2026

²⁷ C à vous. [Roland Lescure invité de C à vous](#). 23 septembre 2026.

²⁸ L'eurodéputé pascal Canfin (Renew) s'est exprimé en faveur du dispositif le 10 septembre 2026 ([post LinkedIn](#))

²⁹ Article ["Crise des carburants : Bercy « n'a pas envie d'embêter Total », dont les ventes à prix cassé s'envolent"](#). Les Echos. 23 septembre 2026.

³⁰ Institut Veblen, [Taxer les superprofits pétroliers : une demande de justice, un levier pour la transition](#), mai 2026

entre mars et décembre 2026. Le gouvernement polonais estime que cette mesure permettrait de collecter environ 1,06 milliard de dollars par an³¹.

L'Espagne a appelé en septembre 2026 à mettre en place un fonds européen dédié à l'adaptation, financé entre autres par une taxe permanente sur les bénéfices du pétrole et du gaz³². Cette proposition va au-delà d'une taxe d'urgence ou temporaire sur les bénéfices exceptionnels, en visant à créer une source de revenus stable, fondée sur le principe du pollueur-payeur, alors que les crises des prix de l'énergie liées à la dépendance de l'UE aux combustibles fossiles se répètent et s'inscrivent dans la durée.

Etats membres en faveur de la taxation des bénéfices exceptionnels de l'industrie fossile	Etats membres indécis, ne se sont pas prononcés	Etats membres contre la taxation des superprofits de l'industrie fossile
 Allemagne,  Espagne  Pologne  Italie  Autriche  Portugal	 France  Grèce  Finlande  Suède  Belgique  Bulgarie  Croatie  Chypre  Estonie  Irlande  Lettonie  Lituanie  Luxembourg  Malte  Roumanie  Slovaquie  Slovénie  République tchèque	 Pays-Bas,  Danemark  Hongrie

Facilité de mise en œuvre

Le mécanisme de 2022 a posé plusieurs problèmes principalement de contentieux et de périmètre limité qui devraient être dépassés si les pays européens s'accordent sur la réintroduction d'un mécanisme de prélèvement.

Plusieurs géants de l'énergie (notamment ExxonMobil via ses filiales allemande et néerlandaise) ont attaqué la mesure devant la Cour de justice de l'UE en contestant le choix de la base juridique (recours à un règlement d'urgence pris à la majorité qualifiée plutôt qu'à l'unanimité qui s'applique aux sujets de fiscalité)³³. Plusieurs taxes sur les surprofits ont été attaquées en justice ou devant des tribunaux d'arbitrage (ISDS) dans différents États membres : des procédures ISDS ont été engagées à l'encontre de l'Allemagne, du Danemark et de l'UE elle-même (affaires Klesch) et aux Pays-Bas (affaire Petrogas), tandis qu'en Espagne, Endesa et Iberdrola ont contesté la taxe

³¹ Investing, [La Pologne relance une taxe sur les superprofits des compagnies pétrolières](#) Par Investing.com, 15 septembre 2026

³² News Energy Weekly, [Spain seeks permanent EU oil and gas levy to finance climate resilience - New Energy Weekly](#), article publié et consulté le 6 septembre 2026

³³ Impakter, [ExxonMobil Sues EU Over Unprecedented Windfall Tax - Impakter](#), décembre 2022.

nationale en faisant valoir que l'Union européenne avait recommandé une taxe sur les profits et non sur le revenu. Cette procédure a abouti à des remboursements partiels (33 millions d'euros sur 213 millions pour Iberdrola) et montre la vulnérabilité juridique des dispositifs mal calibrés. Des contentieux sont également en cours en Belgique et en Irlande.

Selon l'Institut des Politiques Publiques (IPP)³⁴ et la Commission européenne³⁵, la taxe sur les énergéticiens fossiles n'a rapporté en France que 67 millions d'euros en 2023 sur les résultats de 2022, contre entre 3 et 6 milliards selon les estimations de l'IPP. Selon l'Institut Veblen, le faible rendement de la taxe en France s'explique par son périmètre limité aux seules activités européennes alors qu'une part importante des bénéfices sont déclarés à l'étranger, d'un recours massif aux reports de pertes antérieures (c'est à-dire que les entreprises concernées pouvaient déclarer dans des pertes à déduire de leurs profits taxables). D'autres pays européens qui ont décliné de manière différente le mécanisme 2022 ont perçu davantage de revenus : 6,3 milliards d'euros collectés en Italie sur 2022 et 2023, 1,5 milliard en Espagne et près de 600 millions en Belgique sur la même période, via des dispositifs différents.

Pour éviter les écueils de 2022, plusieurs options pourraient être envisagées, par exemple, la mise en place d'une taxe sur le chiffre d'affaires, qui s'inspirait à la fois de l'application espagnole de la contribution exceptionnelle de 2022 et de la taxe française sur les services numériques (2019). Une taxe sur les profits mondiaux consolidés, à partir des travaux de l'International Tax Observatory (ITO), pourrait aussi être une option, qui appliquerait aux surprofits du secteur énergétique la logique d'allocation du Pilier 1 de l'OCDE. Ces options permettraient notamment de répondre à la problématique de la captation des bénéfices déclarés à l'étranger.

En outre, pour augmenter les rendements et l'impact de la contribution par rapport au modèle de 2022, le dispositif pourrait :

- abaisser le seuil du chiffre d'affaires des industries généré par des activités économiques dans le domaine de l'extraction, de l'exploitation minière, du raffinage du pétrole ou de la fabrication de produits de cokerie de 75% à par exemple 51 %, pour élargir la base des industries concernées mais sans pénaliser le déploiement des activités durables de ces industries.
- étendre le champ des secteurs économiques liés aux combustibles fossiles à couvrir, (ex: transport spécialisé de combustibles fossiles, le stockage ou la vente de produits énergétiques dérivés de combustibles fossiles).
- augmenter le taux d'imposition qui s'appliquerait aux profits exceptionnels : fixé à 33% en 2022, il pourrait passer à 100% selon une logique progressive d'imposition.
- prévoir des mesures d'accompagnement pour éviter de répercuter les coûts de l'imposition sur les consommateurs, en particulier les plus vulnérables.
- Enfin, de garantir un fléchage des revenus de la contribution vers la transition écologique et la finance climat internationale.

³⁴ L'institut des Politiques Publiques, [L'impôt sur les superprofits en quête de recettes \(1/2\) : Petite histoire d'une contribution plus basse que prévu](#), mai 2024.

³⁵ European Commission (2025). [Report on Chapter III of Council Regulation \(EU\) No 2022/1854 of 6 October 2022 on an emergency intervention to address high energy prices](#).

 Impact budgétaire : environ 5,9 milliards d'euros par an (estimation a minima).

L'ONG T&E a estimé les superprofits des industries fossiles en Europe au premier trimestre 2026 (qui ne comptait qu'un mois de conflit) à hauteur de 1,6 milliards d'euros, et environ 6 milliards d'euros au deuxième trimestre 2026. Si cette tendance se poursuit, en imaginant une taxe UE qui s'élèverait à hauteur de 33% sur les profits excédentaires annuels (cf. le dispositif 2022), les recettes pourraient atteindre environ 5,9 milliards d'euros par an.

4. Politique monétaire : créer un taux vert européen

Indicateurs :

- **Soutien de la France et portage politique** Proposition soutenue par le gouverneur de la Banque de France et par Emmanuel Macron
- **Rapport de force au sein des institutions européennes** Des soutiens au Parlement européen et au sein de la BCE, mais plusieurs gouverneurs encore opposés
- **Faisabilité de la mise en oeuvre** Utilisation de l'existant (TLTRO de la BCE), dispositifs semblables à l'international
- **Impact budgétaire**: 10 milliards d'euros par an de prêts bancaires qui pourraient être refinancés.

Les projets de transition écologique (parcs éoliens, champs solaires, isolation thermique, infrastructures ferroviaires) ont une caractéristique spécifique : ils demandent beaucoup de capital au départ (CAPEX), mais coûtent très peu à faire fonctionner ensuite. À l'inverse, une infrastructure fossile coûte moins cher à construire, mais aura des coûts de fonctionnement élevés et sera exposée aux hausses des prix du pétrole et gaz à cause de l'achat continu de combustibles. Ainsi, lorsque la Banque centrale européenne (BCE) monte les taux directeurs pour lutter contre l'inflation et que le coût des emprunts augmente, les projets d'énergies soutenables sont les plus pénalisés et se voient désavantagés par rapport aux énergies fossiles.

Alors qu'une nouvelle hausse des taux a été actée le 9 septembre, et que d'autres hausses dans les prochains mois sont probables, la BCE devrait protéger la transition énergétique contre la hausse des taux. La BCE a refusé de s'avancer sur des futures hausses, mais les marchés en anticipent trois autres d'ici octobre 2027, ce qui correspond au signal envoyé par la BCE comme quoi l'inflation actuelle semble assez persistante³⁶.

● **Faisabilité de la mise en oeuvre**

La BCE a déjà eu recours à des opérations de refinancement de long terme aux banques commerciales, notamment via les "TLTRO", des opérations ciblées de refinancement à plus long terme. C'est un outil dit "non-conventionnel" qui permet d'offrir aux banques des taux d'intérêt plus bas sur une durée supérieure aux autres opérations de refinancement à condition qu'elles respectent certains critères de prêt. Lors de la crise du Covid-19, la BCE avait eu recours aux TLTRO pour inciter les banques à prêter à l'économie réelle (aux entreprises et ménages)³⁷.

³⁶ Bloomberg, [Lagarde Calls ECB Hike 'No Brainer' as Markets Bet on More Ahead - Bloomberg](#), 10 septembre 2026

³⁷ BCE, [En quoi consistent les opérations ciblées de refinancement à plus long terme \(TLTRO\)?](#) (publié en mars 2021, mis à jour en septembre 2024)

La BCE pourrait en effet lancer des opérations ciblées de refinancement à plus long terme pour proposer des taux plus faibles uniquement pour les financements contribuant à la transition énergétique, tels que le déploiement des énergies renouvelables, l'électrification et la modernisation des réseaux électriques. Des TLTRO « verts » pourraient compenser l'effet négatif de taux d'intérêt élevés sur la transition énergétique et contribuer à réduire la dépendance de l'Union européenne aux énergies fossiles. Ce faisant, ils contribueraient à protéger les citoyens et entreprises européennes des variations de prix de l'énergie, comme celles issues des chocs liés à la guerre en Ukraine ou à la fermeture du détroit d'Ormuz, et donc à la mission de gestion de l'inflation de la BCE.

Des opérations de refinancement vertes ont déjà été mises en place par d'autres banques centrales en Chine, au Japon, en Malaisie et en Hongrie et ont déjà été envisagées par la BCE, ce qui pourrait faciliter sa mise en place en Europe.

Soutien de la France et portage politique

Cette idée de taux différencié fait peu à peu son chemin et est soutenue par plusieurs acteurs en France et en Europe. Le gouverneur de la Banque de France, Emmanuel Moulin, lors de son audition à l'Assemblée nationale en mai 2026³⁸, a, bien que timidement, ouvert la porte aux taux différenciés en affirmant que si de nouveaux programmes de refinancement de long-terme étaient introduits par la BCE, alors celle-ci pourrait envisager de favoriser les actifs verts. Fin 2023, le Président Emmanuel Macron s'était dit favorable à créer un différentiel de taux entre investissements verts et bruns³⁹ sans citer toutefois explicitement la BCE dans son intervention. Dans un rapport d'information⁴⁰ déposé par la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale en février 2026, la possibilité d'instaurer des taux différenciés pour soutenir la transition a été discutée montrant que le sujet fait bien partie du débat public sur le rôle de la BCE dans le financement de la transition.

Institutions européennes

Le sujet est régulièrement mentionné au Parlement Européen lors de la rédaction du rapport annuel de la BCE par la commission des affaires économiques et monétaires, avec des amendements de certains eurodéputés allant dans ce sens. Par exemple, lors du débat de février 2026⁴¹ sur le rapport annuel 2025, l'eurodéputé néerlandais Bas Eickhout (Greens) avait défendu les taux différenciés. Les eurodéputés ont aussi interpellé la BCE à plusieurs reprises sur l'impact de la politique monétaire (hausse des taux après des chocs liés à la dépendance aux

³⁸ Assemblée Nationale, Commission des Finances, [Audition de M. Emmanuel Moulin](#), Mercredi 20 mai 2026.

³⁹ Reclaim Finance, [Taux d'intérêt 'vert' vs. 'brun' : comment faire ? - Reclaim Finance](#), janvier 2024.

⁴⁰ Assemblée Nationale, [Rapport d'information déposé par la commission des affaires européennes sur la politique monétaire de la zone euro face au défi climatique](#) (M. Henri Alfandari et Mme Danièle Obono), n° 2259 - 17e législature - Assemblée nationale, déposé le 10 février 2026.

⁴¹ Séance plénière au Parlement européen, présentation du rapport annuel 2025 de la BCE, [Sitting of 09-02-2026 | Plenary | European Parliament](#), février 2026

énergies fossiles) sur les investissements verts, notamment ceux pour la transition énergétique.⁴²

Plus de 40 organisations de la société civile européenne ont exprimé leur soutien en faveur de ce dispositif de taux différencié vert⁴³ dans un manifeste en 2025 en demandant à la BCE de mettre en place un taux différencié vert. Le cadre opérationnel de la BCE mis à jour en 2024⁴⁴ prévoit l'introduction d'outils structurels pour apporter de la liquidité aux banques, une fois que le bilan de la BCE sera revenu à des niveaux "normaux" après l'injection significative de liquidité (notamment pendant la crise du Covid). Bien que la date d'introduction de ces outils ne soit pas connue, il est estimé que cela pourrait arriver d'ici fin 2027. Or, la BCE avait prévu que des considérations climatiques soient incluses dans ces outils. Très peu d'informations circulent sur ces outils structurels (qui pourraient inclure des taux différenciés verts), mais en avril 2026, Frank Elderson, membre du directoire de la BCE a affirmé ne pas vouloir précipiter ces discussions quand un journaliste l'a questionné sur les taux différenciés, suggérant qu'il y aurait des discussions en interne sur le sujet⁴⁵.

Des barrières persistent toutefois. Certains banquiers centraux considèrent que les taux différenciés verts se situent en dehors de leur périmètre d'action, voire qu'ils sont un danger pour la politique monétaire et la stabilité des prix. Dans une interview d'avril 2026⁴⁶, Olli Rehn, Gouverneur de la Banque de Finlande, a exprimé son désaccord avec la proposition. Rehn n'est pas le seul fervement opposé à la mesure - les banques centrales allemande, belge et autrichienne sont connues pour leur aversion à une politique monétaire perçue comme "verte".

Impact budgétaire: 10 milliards d'euros par an qui pourraient être refinancés par la BCE

Les montants de nouveaux prêts que la mesure engendrerait sont difficiles à estimer, cependant cette mesure inciterait fortement les banques à prêter pour des projets rentrant dans le périmètre de la mesure. Les sommes levées dépendraient avant tout de l'ampleur du programme lancé par la BCE, des critères retenus pour définir ce qui est éligible (alignés à la taxonomie des actifs verts, uniquement lié à la transition énergétique, exclusion des prêts immobiliers...)

D'après les conclusions d'une étude de décembre 2025⁴⁷, en offrant des taux préférentiels aux banques commerciales pour financer des projets alignés sur la taxonomie européenne, tels que les énergies renouvelables, la modernisation des réseaux électriques, les bâtiments à haute efficacité énergétique et les transports durables, des opérations de refinancement vert

⁴² Les députés Lara Wolters (S&D) et Bas Eickhout (Verts) ont notamment [envoyé une question pour réponse écrite](#) à la Présidente de la Banque centrale européenne Christine Lagarde sur le sujet en mars 2026.

⁴³ Reclaim Finance, Manifeste co-porté par 41 organisations de la société civile, [Stability Through Sustainability: Three Recommendations for the ECB's 2025 Monetary Policy Strategy Review - Reclaim Finance](#), janvier 2025

⁴⁴ Banque Centrale Européenne, [Changes to the operational framework for implementing monetary policy](#)

⁴⁵ BCE, ["Interview with Frank Elderson"](#), 22 avril 2026

⁴⁶ BCE, ["Olli Rehn on demographics, geopolitics and ECB policy"](#), 9 avril 2026

⁴⁷ WWF Europe, [In everyone's interest: How the ECB can support the energy transition with green interest rates.](#) | WWF, décembre 2025

pourraient être mises en œuvre immédiatement, avec au moins 10 milliards d'euros de prêts verts annuels déjà éligibles⁴⁸.

⁴⁸ Ibid

5. Recettes du marché carbone (ETS-1) : utiliser chaque euro pour accélérer la transition énergétique

- **Soutien de la France et portage politique** – Arbitrages en cours. La France est opposée à la conditionnalité des quotas gratuits, propose le frontloading des recettes du Fonds Innovation.
- **Rapport de force au Conseil UE** – En cours
- **Faisabilité de la mise en oeuvre** – Les propositions reposent sur des dispositifs existants
- **Impact budgétaire** : Il ne s'agirait pas d'argent frais pour le budget européen mais de l'argent frais pour le climat car ces financements seraient réorientés vers l'action climatique.
 - **41,8 milliards d'euros par an** de quotas gratuits à utiliser par les industries pour investir dans des alternatives décarbonées (entre 2021-2030)
 - **600 millions d'euros par an** issus du Fonds Modernisation alloués à des projets de combustibles fossiles (en moyenne)⁴⁹
 - **5 milliards d'euros par an** issus des recettes pays à allouer à l'action climatique plutôt qu'à la compensation des coûts indirects du carbone.
 - **6,1 milliard d'euros par an** (sur la période 2036-2040) qui pourraient être utilisés pour la décarbonation de l'industrie européenne plutôt que pour des crédits carbone internationaux

Le marché carbone devrait permettre de générer 891 milliards d'euros selon les estimations de la Commission européenne pour l'ensemble de la Phase IV, c'est-à-dire pour la période s'étalant de 2021 à 2030. 418 milliards d'euros seraient distribués sous forme de quotas gratuits aux industries, 312 milliards d'euros iraient aux budgets nationaux. 52 milliards d'euros pour le Fonds Innovation et 86 milliards pour le Fonds Modernisation. Ces recettes sont conditionnelles au maintien de la trajectoire de fin des quotas gratuits aux industries.

Alors que la directive sur le marché carbone est en train d'être révisée⁵⁰, plusieurs améliorations pourraient être introduites pour garantir que ces recettes financent le mieux possible l'atteinte de la neutralité climatique en 2050 en Europe. Ces options ne constituent pas en soi de l'argent frais mais permettraient d'assurer l'utilisation effective des sommes prévues par l'ETS vers la décarbonation de l'industrie européenne et la transition énergétique et juste :

- **Réduire la part des quotas qui serviront à acheter des crédits carbone internationaux** : Dans sa proposition de révision, la Commission européenne propose que 260 millions

⁴⁹ La France n'est pas bénéficiaire du Fonds modernisation, ces investissements alimenteraient des projets de transition énergétique dans 13 pays à faible revenus : Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Tchéquie, ainsi que la Grèce, le Portugal et la Slovaquie

⁵⁰ La Commission européenne a proposé une [révision](#) de la directive le 17 juillet dernier.

de quotas soient vendus aux enchères pour financer des crédits carbone internationaux au cours de la période 2036-2040. Cela équivaldrait à 26 milliards d'euros étalés sur quatre ans. 26 milliards d'euros qui n'alimenteront pas les budgets des pays européens pour financer l'action climatique ou le Fonds Innovation pour financer la décarbonation de l'industrie. Alors que l'argent manque, et que l'intégrité environnementale a été largement remise en question⁵¹, la part des quotas réservée aux crédits internationaux devrait être réduite pour dégager des financements vers la décarbonation de l'industrie européenne et les technologies propres.

- **Introduire des conditionnalités d'investissement pour l'obtention des quotas gratuits.**

Entre 2008 et 2021, l'industrie lourde a reçu l'équivalent d'environ 200 milliards d'euros de quotas d'émission de l'UE pour compenser le coût du carbone émis, mais sans conditions attachées d'investissement dans leur transition énergétique ou leur décarbonation. Pour la seule année 2024, près de 500 millions de quotas⁵² d'une valeur supérieure à 32 milliards d'euros ont été distribués sans conditionnalité. La Cour des Comptes européenne a montré que les quotas alloués à titre gratuit, qui continuent de représenter plus de 40 % du total des quotas disponibles, n'incitent pas les industries bénéficiaires à investir dans la décarbonation⁵³. Il s'agit de recettes qui auraient pu financer l'action climatique, l'accompagnement social et la transformation de l'économie européenne. La révision de la directive ETS doit être l'opportunité d'attacher des conditionnalités à la réception de ces quotas par les industries pour s'assurer que les 418 milliards d'euros de quotas gratuits à venir de la Phase IV serviront bien à l'investissement dans des alternatives décarbonées. Les citoyens européens y compris en France sont en majorité favorables à ce que les industries grandes consommatrices d'énergie payent pour leurs émissions de CO₂⁵⁴.

- **Revoir les critères du Fonds pour l'Innovation pour favoriser les projets sobres en ressources.** Un tiers du budget total du Fonds pour l'innovation (227 millions d'euros sur un total de 694 millions d'euros) a été consacré aux technologies de captage, stockage et utilisation du carbone⁵⁵. Si ces technologies sont essentielles pour abattre les émissions résiduelles de certains secteurs industriels, elles ne doivent pas constituer la priorité de financement. Le Fonds pour l'Innovation ne finance toujours pas assez de technologies alternatives permettant de réaliser des économies d'énergie et d'émissions (telle que la substitution du clinker dans le ciment ou encore la réduction directe du fer à l'hydrogène vert pour produire de l'acier, le recours à des électrolyseurs à hydrogène ou à des pompes à chaleur) qui sont essentiels à la décarbonation industrielle. Les critères de sélection des projets du éligibles au fonds pourraient davantage prioriser ces

⁵¹ Ministère des Finances, [Trésor-Éco n° 375 \(Novembre 2025\), "Le rôle des crédits carbone pour le financement des objectifs climatiques mondiaux"](#), novembre 2025.

⁵² Commission européenne, [REPORT FROM THE COMMISSION TO THE EUROPEAN PARLIAMENT AND THE COUNCIL on the functioning of the European carbon market in 2024](#), décembre 2025.

⁵³ Cour des Comptes UE. [Rapport spécial](#) Le système d'échange de quotas d'émission de l'UE: l'allocation de quotas à titre gratuit devrait être mieux ciblée. 2020.

⁵⁴ Sondage. [Making polluters pay: What European Citizens expect from the EU emissions trading system.](#) Juilelt 2026.

⁵⁵ WWF EPO. [Report Where did all the money go?](#) Novembre 2022.

technologies qui permettront de réduire la demande en énergie et en matériaux et donc renforcer notre résilience.

- **Exclure le soutien aux combustibles fossiles des projets financés par le Fonds Modernisation dès 2027 :** La France n'est pas bénéficiaire du Fonds modernisation. Ces investissements alimentent des projets de transition énergétique dans 13 pays à faible revenus : Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Tchéquie, ainsi que la Grèce, le Portugal et la Slovénie. Bankwatch a identifié 36 investissements issus du Fonds de modernisation entre 2021-2024⁵⁶, représentant un total de plus de 2 milliards d'euros comme soutiens aux combustibles fossiles. La révision de la directive en cours doit conduire à l'exclusion définitive du financement des combustibles fossiles par le Fonds modernisation. La proposition de la Commission européenne sur la table propose d'exclure les énergies fossiles à partir de 2031, ce qui est une avancée, mais on pourrait avancer cette exclusion à dès 2027.
- **Garantir l'utilisation des recettes pays vers l'action climatique.** Entre 2013 et 2021, les pays européens ont reçu un total de 88,5 milliards d'euros grâce à la vente de quotas d'émission dans le cadre de l'ETS, selon l'organisation WWF-EPO, sur ce montant, seuls 71,9 % ont été consacrés à l'action climatique⁵⁷. Depuis 2023, la directive ETS oblige les pays européens à flécher 100% des recettes qu'ils perçoivent vers l'action climatique, pourtant dans les faits cette règle n'est pas vraiment appliquée. En France en 2024, 45% des revenus ETS ont été utilisés pour le dispositif Ma Prime Renov, soit 700 millions d'euros, et 3% vers le fonds de mobilité partagée. Selon l'Agence européenne de l'environnement, le reste de l'enveloppe (52%) a été versé pour compenser les coûts indirects du carbone pour les industries électro-intensives et non pour investir dans l'action climatique. La France est d'ailleurs le seul pays européen à dédier une part aussi importante des recettes de l'ETS vers les aides aux industries électro-intensives⁵⁸. En Allemagne, les recettes de l'ETS sont versées dans le Fonds pour le climat et la transformation (Klima- und Transformationsfonds, KTF), ce qui en rend la traçabilité difficile. En outre, jusqu'à 30 % des dépenses du KTF en 2025 ont été estimées comme néfastes pour les objectifs climatiques, y compris les compensations du prix de l'électricité pour les industries énergivores⁵⁹. Les pays sont tenus de faire un rapport annuel sur l'utilisation des recettes mais les données manquent de transparence et de détails concernant les dépenses réelles⁶⁰. La supervision de l'utilisation des recettes des pays par la Commission européenne devrait être renforcée, avec l'obligation pour les pays de décrire l'utilisation totale des financements perçus, d'autant plus que la Commission européenne a proposé dans la révision, de dédier uniquement 50% des financements pays à l'action climatique, et 50% vers les secteurs ciblés par l'ETS. Les recettes de l'ETS sont un levier stratégique pour favoriser la redistribution et l'acceptation du marché carbone par les citoyens.

⁵⁶ Bankwatch CEE, [Keeping the flame alive with emission revenues How the EU Modernisation Fund props up fossil gas and waste incineration](#), avril 2025

⁵⁷ WWF Europe, [Where did all the money go](#), novembre 2022

⁵⁸ EEA, [Use of auctioning revenues generated under the EU Emissions Trading System](#), 17 Dec 2025

⁵⁹ Wwf Europe Ibid.

⁶⁰ Bruegel, [Europe's emissions trading system is an ally, not an enemy, of industrial competitiveness](#), janvier 2026

- **Accéder en avance aux recettes de l'ETS pour accélérer les investissements dans la décarbonation.** Une solution soutenue par la France à Bruxelles consisterait à anticiper l'utilisation des recettes carbone futures (*frontloading*) de l'ETS dédiées au Fonds Innovation, en permettant à la Banque européenne d'investissement (BEI) de prêter aux États membres afin que les fonds puissent être investis immédiatement dans la décarbonation de l'industrie et remboursés grâce aux recettes carbone futures. Ce mécanisme s'inspirerait du mécanisme de prêt établi pour l'ETS 2 et, permettrait de lever au moins 100 milliards d'euros selon les estimations de l'Institut Jacques Delors. L'anticipation des recettes pourrait offrir la possibilité d'investir massivement dans la décarbonation de l'industrie dès à présent, avec des conditionnalités sociales et environnementales robustes et des sanctions en cas de non-respect, et sans recourir à de la dette commune.

● Soutien de la France et portage politique

Les arbitrages sont encore en cours, cependant, lors du Conseil Compétitivité du jeudi 24 septembre, Sébastien Martin, ministre délégué chargé de l'industrie, a souligné qu'il était très opposé à la conditionnalité proposée pour les quotas gratuits des industriels⁶¹. La France porte et soutient le mécanisme d'avance des recettes de l'ETS qui alimentent le Fonds Innovation, dès 2027. Le gouvernement souhaite également maximiser l'utilisation des fonds ETS vers la décarbonation de l'industrie et, comme le propose la Commission européenne, flécher 30% des revenus de l'ETS vers le budget européen pour l'alimenter en nouvelles ressources propres.

● Rapport de force au Conseil de l'UE - En cours

Les discussions se tiennent au sein des Conseils Environnement. L'Autriche a fait pression pour organiser une discussion sur l'ETS au sein du Conseil Compétitivité, alors qu'il s'agit normalement du périmètre du Conseil Environnement avec le soutien de la République tchèque, de la Hongrie, de la Pologne et de la Slovaquie. L'Autriche propose entre autres une remise en cause de la trajectoire de fin prévue de l'allocation des quotas gratuits.

● Faisabilité de la mise en oeuvre

Les propositions d'amélioration de l'utilisation des recettes reposent sur des dispositifs existants. En ce qui concerne les conditionnalités pour l'obtention des quotas gratuits, la Commission européenne pourrait par exemple se fonder sur la conditionnalité introduite dans le cadre du CISA (Cadre d'aides d'Etat du Pacte Industriel propre) pour la compensation des prix de l'électricité⁶² exigeant des entreprises qu'elles réalisent des investissements de

⁶¹ Conseil de l'UE. [Conseil Compétitivité, session après-midi](#). 24 septembre 2026.

⁶² Commission européenne, [Communication de la Commission](#) – Encadrement des aides d'État visant à soutenir le pacte pour une industrie propre (encadrement des aides d'État dans le cadre du pacte pour une industrie propre), JO C, C/2025/3602, 04.07.2025

décarbonation supplémentaires en contrepartie d'une aide d'État, pourrait servir de modèle. Pour l'anticipation des recettes du Fonds Innovation, la Commission pourrait réitérer le dispositif existant mis en place pour l'ETS 2 (marché carbone pour le carburant et le chauffage).

Impact budgétaire : la réorientation de milliards d'euros à la clé

Les propositions faites ici ne génèrent pas de nouvelles recettes. En revanche, elles permettent de s'assurer que de l'argent déjà prévu vers le financement de la transition énergétique et la décarbonation de l'industrie soit réellement effectué et bien dépensé, à savoir:

- **41,8 milliards d'euros par an** de quotas gratuits à utiliser par les industries pour investir dans des alternatives décarbonées (entre 2021-2030, phase IV)
- **600 millions d'euros par an (environ)** du Fonds Modernisation alloués à des projets de combustibles fossiles qui pourraient être plutôt utilisés pour des projets décarbonés
- **5 milliards d'euros par an** issus des recettes pays à allouer vers l'action climatique plutôt que vers la compensation des coûts indirects du carbone (à partir de l'analyse des revenus de 2024)⁶³. (En 2024, l'EEA montre que les pays ont dédié 20% de leurs revenus ETS à la compensation des coûts indirects carbone, sur un total de 24,4 milliards d'euros perçus).
- 26 milliards d'euros prévus d'être alloués à des crédits carbone internationaux entre 2036 et 2040, soit **6,5 milliards d'euros par an** pendant quatre ans, pourraient plutôt bénéficier à la décarbonation de l'industrie et la transition énergétique européenne.

⁶³ European Environment Agency. (2023, 22 novembre). [Use of auctioning revenues generated under the EU Emissions Trading System](#).

6. Étendre le marché carbone (ETS 1) à l'ensemble des vols au départ (hors EEE)

- **Soutien de la France et portage politique** - La France s'est opposée au mécanisme avant la publication de la révision de la directive par la Commission. Les arbitrages sont en cours.
- **Rapport de force au Conseil UE** - Positionnements en cours
- **Faisabilité de la mise en oeuvre** - Risque de fuite carbone minime, risque de rétorsions géopolitiques.
- **Impact budgétaire** - 7 milliards d'euros supplémentaires par an pour les recettes pays

Depuis 2012, le marché carbone européen (système d'échange de quotas d'émissions) intègre l'aviation, en s'appliquant aux vols commerciaux intra-européens uniquement. Les recettes générées par la vente aux enchères des quotas servent à alimenter les Etats membres et dans une moindre mesure le Fonds Innovation. Les vols internationaux hors Espace Économique Européen (EEE) restent largement exclus du marché carbone et dépendent du mécanisme international CORSIA, inefficace pour réduire les émissions de CO₂⁶⁴. La Commission européenne a récemment évalué que ce mécanisme n'était pas une alternative crédible au marché carbone, dans la mesure où le CORSIA couvre 51 % des émissions de l'aviation internationale seulement, et où l'intégrité environnementale des crédits de compensation admissibles au CORSIA présente beaucoup de failles⁶⁵.

L'extension du marché carbone aux vols internationaux au delà de l'EEE, au départ de l'Union européenne a, au delà de l'intérêt pour la baisse des émissions de CO₂ de l'aviation, l'avantage de générer des milliards d'euros supplémentaires pouvant servir à investir dans la décarbonation du secteur. Dans la proposition de révision de la directive ETS faite en juillet, la Commission européenne a fait un pas dans cette direction en proposant d'inclure tous les vols au départ à destination des aéroports situés à moins de 5 000 km de l'aéroport de Francfort dans l'ETS. Ainsi, un vol Paris-Dubaï entre dans le périmètre mais un vol Paris-New York n'en fait pas partie. Ce périmètre évite les aéroports chinois et américains.

● **Soutien de la France et portage politique**

Dans une note transmise avant la publication de la proposition de révision de la Commission européenne, la France a exprimé qu'elle refusait tout élargissement du système actuel de

⁶⁴ Carbon Market Watch, « [CORSIA hot air: Carbon credits cannot offset polluting planes](#) », 27 mars 2024.

⁶⁵ Commission européenne, [Impact Assessment Report](#) accompanying the document Proposal for a Directive amending Directive 2003/87/EC and Decision (EU) 2015/1814 as regards driving competitiveness and cost-effective decarbonisation, Document de travail des services de la Commission, SWD(2026)616 final, Partie 3/5, Bruxelles, 17 juillet 2026

taxation du CO₂⁶⁶. Le gouvernement s'inquiète notamment que l'élargissement provoque de « fortes réactions internationales avec des conséquences tangibles pour l'industrie européenne », en particulier de la Chine et des Etats-Unis. Néanmoins, la proposition de la Commission européenne exclut ces deux pays du champ d'application. La position de la France pourrait donc être revue en conséquence.

La proposition de l'extension est largement soutenue par la société civile en France et en Europe⁶⁷.

Rapport de force au Conseil UE

Le Conseil de l'UE est divisé sur l'extension du mécanisme SEQE aux vols internationaux, les pays sont en train d'arrêter leurs positions. A ce stade des discussions, la Lituanie, l'Autriche et les Pays-Bas se sont positionnés favorablement à l'extension. L'Italie, la Grèce, et la Finlande se sont exprimés contre.

Faisabilité de la mise en oeuvre

Les mesures climatiques développées en Europe peuvent provoquer un risque de "fuite de carbone", c'est-à-dire que les mesures visant à réduire les émissions dans une région entraînent une augmentation des émissions ailleurs. Dans le cas de l'ETS aviation, les passagers pourraient choisir d'effectuer des correspondances dans des aéroports situés hors espace économique européen ou de choisir des destinations en dehors de l'espace économique européen en raison de la hausse du prix des billets. Une étude de T&E menée en 2023 a révélé que les risques de fuite de carbone découlant des mesures du paquet « Ajustement à l'objectif 55 » (à savoir *ReFuelEU* et le SEQE-UE) sont limités à 3 % des réductions d'émissions totales générées par ces mesures en 2035, un montant très minime. Le risque de fuite carbone serait surtout concentré sur les vols à destination de l'Asie du Sud-Est, pour lesquels il est possible d'ajouter des escales dans des hubs comme Istanbul, Doha et Dubaï. Les mesures politiques destinées à lutter contre la fuite de carbone devraient par conséquent cibler spécifiquement ces liaisons.

La mise en place de l'extension de l'ETS à l'aviation internationale pourrait provoquer des réponses de rétorsion de la Chine et des Etats-Unis notamment, ce qui serait un obstacle à la mise en œuvre.

Impact budgétaire : 7 milliards d'euros supplémentaires par an pour les recettes pays

⁶⁶ Le Monde, « [Régulation climatique européenne du transport aérien : la France pousse au statu quo](#) », 5 juin 2026

⁶⁷ Transport & Environment, « [20 industry and civil society organisations call on the EU to include all departing flights in the EU carbon market](#) », 2026

Selon les estimations de Transport&Environnement⁶⁸, l'extension du champ d'application à tous les vols permettrait de générer environ 7 milliards d'euros supplémentaires par an, en plus des 3 milliards déjà générés actuellement. Ces fonds permettraient de financer la décarbonation du secteur aérien en alimentant les Etats directement. Une partie plus réduite irait alimenter le Fonds Innovation (UE).

En 2024, les pays européens ont reçu 1,7 milliards d'euros de revenus issus de l'ETS aviation. La France fait partie des premiers bénéficiaires de ces recettes, avec 120 millions d'euros reçus en 2024. Si l'ETS est étendu à tous les vols au départ de l'UE, la France pourrait bénéficier d'un milliard d'euros d'ici 2030⁶⁹.

⁶⁸ Le Monde, « [Régulation climatique européenne du transport aérien : la France pousse au statu quo](#) », 5 juin 2026

⁶⁹ Transport & Environment, [Aviation ETS March 2026 Position Paper](#), mars 2026

7. Eliminer progressivement les subventions fossiles et néfastes pour l'environnement

- **Soutien de la France et portage politique**
- **Rapport de force au Conseil de l'UE et au Parlement européen**
- **Faisabilité**
- **Impact budgétaire** 50 milliards d'euros par an issus des budgets des pays européens, 2 milliards d'euros par an issus du CFP et des financements des banques publiques d'investissement européennes.

Une partie encore substantielle des budgets nationaux, et une partie moindre du budget européen subventionnent les énergies fossiles et des projets néfastes pour la biodiversité. Dans son rapport sur les progrès climatiques de l'Union européenne, le Conseil scientifique consultatif européen sur le changement climatique (ESABCC) estime que les subventions environnementalement dommageables accordées aux énergies fossiles s'élèvent à environ 50 milliards d'euros par an au niveau européen⁷⁰, étant principalement issues des budgets nationaux.

Dans le budget européen, des enveloppes servent encore dans une moindre mesure au financement d'infrastructures fossiles qui créent des verrouillages fossiles ("lock-in"). Sur la période 2014-2016, les instruments budgétaires européens (en intégrant les financements des banques publiques d'investissement) ont financé à hauteur de 2 milliards d'euros par an des projets de combustibles fossiles⁷¹. Le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds de cohésion et la Facilité pour la reprise et la résilience du plan de relance (FRR) ont par exemple permis le financement de certaines infrastructures d'investissement dans le gaz fossile. On estime que 16 % du total des investissements énergétiques dans les plans de relance sont consacrés aux infrastructures de gaz fossile, telles que la distribution et les chaudières à gaz⁷². Le Fonds de modernisation a financé à hauteur de 700 millions d'euros des investissements dans des infrastructures gazières en Pologne, Slovaquie, Tchécoslovaquie et Roumanie depuis 2021⁷³.

En outre, avec un budget annuel de plus de 55 milliards d'euros, la Politique agricole commune européenne (PAC) est majoritairement dépensée au profit de pratiques agricoles intensives nuisant à la santé et à l'environnement. En France, l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) estime que 6,5 milliards d'euros, soit 64% des financements

⁷⁰ European Scientific Advisory Board on Climate Change. (2024). *Towards EU climate neutrality: Progress, policy gaps and opportunities* ([Assessment report](#)). Publications Office of the European Union.

⁷¹ CAN Europe, [How to stop the never-ending nightmare](#), Mars 2023

⁷² CAN Europe, Ibid.

⁷³ CAN Europe, Ibid.

du Plan Stratégique National de la PAC, constituent une subvention dommageable pour la biodiversité⁷⁴.

Soutien de la France et portage politique

Dans le cadre de la négociation du futur budget européen (CFP), l'enjeu de l'élimination des financements publics aux énergies fossiles et aux subventions néfastes pour l'environnement se joue dans l'application du DNSH, le *Do No Significant Harm*, ou le principe « Ne pas causer de préjudice important » qui vise à ce qu'une activité financée par le budget UE ne cause pas d'effet néfaste sur l'un des six objectifs environnementaux de la taxonomie (eau, pollution, biodiversité, économie circulaire, atténuation, adaptation au changement climatique). Son application à l'ensemble du budget européen serait une véritable avancée. La France a soutenu l'application du DNSH au budget européen mais en prévoyant des exemptions pour les enveloppes liées à la défense notamment, ce qui affaiblit la portée du mécanisme.

La Commission européenne a également reproché à la France de ne donner suffisamment de données sur l'inventaire des subventions aux combustibles fossiles dans son plan énergie climat (PNEC). En réponse au plan national énergie climat (PNEC) publié par la France en 2023⁷⁵, l'évaluation de la Commission européenne a encouragé la France à poursuivre l'engagement visant à supprimer progressivement d'ici 2030 les subventions aux énergies fossiles identifiées dans le NECP, à préciser la nature des subventions aux énergies fossiles encore en vigueur et fournir un calendrier détaillé pour leur suppression progressive.

Au niveau national, chaque année, le ministère des Finances publie "le budget vert" - identifiant la part des dépenses publiques et des dépenses fiscales défavorables à l'environnement. Mais cet effort de transparence n'est pas suffisant. Le Réseau Action Climat a chiffré en 2023 à 67 milliards d'euros l'ensemble des dépenses du budget français qui nuisent au climat et à la biodiversité⁷⁶. Elles concernent par exemple les dépenses fiscales sur les taxes sur les énergies fossiles, les niches fiscales sur la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE), les exonérations et taux réduits de TVA pour les produits énergétiques... La crise des prix de l'énergie de 2022 a fait drastiquement augmenter les subventions aux énergies fossiles dans les budgets des pays européens. Le bouclier tarifaire indifférencié mis en place en France, pensé comme temporaire, s'est installé dans la durée, au prix d'un coût budgétaire massif et d'un effet climatique contre-productif et a surtout bénéficié aux plus riches⁷⁷.

Au niveau international, la France prend des initiatives favorables à l'élimination des combustibles fossiles, mais qui n'impliquent pas de contrainte juridique pour garantir l'élimination des subventions néfastes. La France a co-fondé la coalition COFFIS (*Coalition on*

⁷⁴ IGEDD, Le financement de la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB) pour 2030, 6/01/2023

⁷⁵ Commission Européenne, [Recommandations pour la France](#), 2023,

⁷⁶ Réseau Action Climat, [2023 : PANORAMA DES DÉPENSES NÉFASTES POUR LE CLIMAT ET L'ENVIRONNEMENT](#), décembre 2022.

⁷⁷ Réseau Action Climat. [Financer la transition écologique et juste](#). Faux débats mais vrais dégâts : pourquoi un budget contraint n'excuse pas l'inaction. Avril 2026.

Phasing Out Fossil Fuel Incentives Including Subsidies), qui vise à la suppression des subventions et incitations financières accordées aux énergies fossiles, à la COP 28.

Rapport de force au Conseil de l'UE, au Parlement européen

Les pays européens se sont mis d'accord sur une approche générale sur le futur budget européen (CFP) dans laquelle le principe DNSH s'appliquerait à l'ensemble du futur Cadre financier pluriannuel. Néanmoins, plusieurs exemptions affaiblissent le mécanisme, puisque seront exemptées de cette obligation plusieurs enveloppes clés du CFP dont celles qui financent les politiques migratoires, la gestion des frontières, de la défense. L'Italie s'est déclarée contre l'application du DNSH au budget européen.

Plusieurs pays européens font partie de la Coalition COFFIS (à savoir l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg et les Pays-Bas), et/ou mettent en place des outils de budgétisation verte. Dans sa Loi sur le changement climatique et la transition énergétique, l'Espagne a inscrit une disposition visant à aligner son budget national sur le niveau d'ambition environnementale de l'Union européenne. Cela implique que lorsque l'UE fixe un objectif de dépenses climatiques pour son budget pluriannuel (actuellement de 30 % pour la période 2021-2027), l'Espagne s'oblige à consacrer au moins ce même pourcentage de son budget à la transition écologique et climatique.

Au Parlement européen, le Parti populaire européen duquel font partie Les Républicains, ainsi que les trois groupes d'extrême droite souhaitent supprimer l'application du DNSH au futur budget⁷⁸.

Faisabilité de la mise en oeuvre

L'application du DNSH aux enveloppes du budget européen actuel 2021-2027 présente des failles, à cause d'un "saucissonnage" dans sa mise en oeuvre en fonction des enveloppes⁷⁹. Le Centre de recherche européen (JRC) a constaté des divergences dans l'application du DNSH entre la Taxonomie de l'UE, la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR), le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds de cohésion (FC), le Fonds pour une transition juste (FTJ) et le fonds InvestEU. C'est particulièrement visible pour les projets des combustibles fossiles. Des dérogations pour des subventions directes et indirectes aux investissements dans les infrastructures fossiles (chaudières au gaz, terminaux méthanier (GNL) par exemple) ont été admises pendant la période 2021-2027 au cas par cas pour chaque enveloppe malgré l'application du DNSH⁸⁰.

Les lignes directrices de la Commission européenne pour la mise en œuvre du principe DNSH devraient préciser et opérationnaliser de manière uniforme une liste d'exclusion des projets fossiles.

⁷⁸ Euractiv. [Socialists and allies threaten to block EU budget if EPP scraps environmental safeguards](#). 3 juillet 2026.

⁷⁹ CAN Europe. [Réponse à la consultation de la Commission européenne sur les lignes directrices du DNSH](#). Septembre 2026.

⁸⁰ CAN Europe *ibid*.

 Impact budgétaire : 2 milliards d'euros par an dans le budget européen et 50 milliards d'euros par an dans les budgets des pays européens

Selon les estimations du CAN Europe⁸¹, les instruments budgétaires européens (y compris banques publiques d'investissement) allouent chaque année environ 2 Milliards d'euros aux énergies fossiles.

Si les pays européens mettent en œuvre les recommandations du Conseil européen consultatif sur le climat (ESABCC) et de la Commission européenne sur l'élimination des subventions aux combustibles fossiles dans leurs budgets nationaux d'ici 2030, cela permettrait à terme de réorienter 50 milliards d'euros par an vers la transition écologique.

⁸¹ CAN Europe, [How to stop the never-ending nightmare](#), Mars 2023

Le Réseau Action Climat-France rassemble 37 associations nationales et locales pour lutter contre les causes du changement climatique, de l'échelle internationale à l'échelle locale. Il est le représentant français du Climate Action Network International, réseau mondial de plus de 2 500 ONG. Il couvre l'ensemble des secteurs responsables du dérèglement climatique : les transports, l'industrie, l'énergie, l'agriculture, l'alimentation et le logement. Depuis 30 ans, le Réseau Action Climat travaille à l'élaboration de mesures de transition justes et ambitieuses pour lutter contre le changement climatique et favoriser l'adaptation de nos sociétés et économies.

contact@reseauactionclimat.org

